ALORS QUE LA TUNISIE FAIT FACE AU TERRORISME

Ses forces de sécurité lancent des mouvements de protestation

De quoi sera fait demain en Tunisie ? Maintenant que les manifestations ont gagné les rangs des forces de sécurité, serait-il exagéré de penser au pire dans un pays menacé par le terrorisme, l'instabilité politique et la faillite économique.

De Tunis, Kattou Mohamed

La manifestation organisée, vendredi, sur la place qui fait face au siège du gouvernement, était sans précédent. Elle constitue un nouveau défi pour le chef du gouvernement Habib Essid qui occupe aujourd'hui un fauteuil peu enviable. D'ailleurs, les manifestants n'ont pas caché leur jeu. Ils se sont dit prêts à poursuivre leur mouvement jusqu'à satisfaction de leurs revendications, essentiellement matérielles.

Cependant, ce mouvement n'a pas été apprécié par les masses populaires comme l'attestent les «posts» des facebookers. Ceux-ci considèrent inopportun le mouvement des forces de sécurité à un moment où le pays fait face à de nombreux problèmes économiques et sociaux et, surtout, au phénomène du terrorisme.

Ph. DR.

Ce qui a conduit le gouvernement à prendre, dans la précipitation, des mesures destinées à réduire le chômage qui a atteint un taux très inquiétant, en particulier parmi les titulaires de diplômes d'enseignement supérieur. Des mesures similaires ont été prises pour renforcer le potentiel humain et matériel des ministères de l'Intérieur et de la Défense nationale. Ce qui a nécessité des augmentations de leur budget dans le budget général de l'Etat. Toutefois, les observateurs estiment que les syndicats des forces de sécurité, qui n'ont pu voir le jour que grâce à la «révolution», auraient eu tort de déclencher leur mouvement le jour où Daesh se trouve à 70 kilomètres de la frontière tuniso-libyenne. Que peut faire le gouvernement face à ce mouvement revendicatif qui ne se limite pas aux actifs, mais s'étend aux retraités du corps de sécurité.

Est-ce une coïncidence ou un acte prémédité en relation avec la conjoncture nationale et régionale ?

K. M.

SUSPENSION DES CONTACTS ENTRE BRUXELLES ET RABAT

Le Maroc demande à l'Union européenne de renier les décisions de sa propre justice

Rabat, en définitive, demande à Bruxelles de s'asseoir sur une décision de justice européenne. Le Maroc annonce la suspension de «tout contact» avec l'Union européenne. Les autorités de Rabat ne cachent pas les raisons de leur désappointement. Il s'agit de l'arrêt de la Cour de justice européenne qui a annulé l'Accord de pêche contracté avec l'Union européenne et qui englobe le Sahara occidental.

De notre bureau de Bruxelles, Aziouz Mokhtari

Idiotie du Makhzen qui n'ignore, pourtant, pas l'indépendance des magistrats de Luxembourg-City par rapport aux exécutifs des 28 ? Ultimes manœuvres pour peser, davantage, dans le recours que compte introduire la Commission Barroso contre l'arrêt de justice ? Là aussi, il s'agit de droit et les institutions européennes peuvent, certes, exercer des pressions sur les juges, sans doute le font-ils, déjà ? mais en dernière instance les magistrats décideront seuls.

Des indices — sérieux — montrent, d'ailleurs, que les décideurs européens sont préoccupés au plus haut point par ce recours de tous les dangers. Les nombreux avocats et experts qui «travaillent» l'appel pour le compte de l'UE ont d'ailleurs demandé le report du dépôt de l'appel. Dernier délai, le 28 du mois en cours. Les défendeurs de Bruxelles sont dans l'obligation en droit de déterminer avec précision le ou les points sur lesquels ils se fondent pour obtenir l'annulation ou la redéfinition du premier arrêt. La marge de manœuvre est étroite. Ni les avocats, ni les magistrats de Luxembourg n'ignorent deux faits majeurs et incontournables, en l'occurrence.

D'un, le Sahara occidental est identifié comme territoire non autonome, relevant de la doctrine des Nations unies en matière de décolonisation et que, seul un référendum d'autodétermination des populations sahraouies tranchera, définitivement, le statut final des territoires. Ce à quoi s'attellent précisément Christopher Ross, envoyé spécial onusien dans la région, et Ban Ki-moon, le SG de l'instance suprême du droit international. Moon sera, d'ailleurs, la première semaine de mars en Algérie, en Mauritanie et dans les camps de réfugiés à Tindouf.

Sans doute, poussera-t-il jusqu'à Tifariti dans la zone libérée du Sahara occidental, siège du Polisario et de la RASD.

De deux, il est clairement noté dans le jugement qui a invalidé l'Accord agricole UE-Maroc, que le Front Polisario — El Frente Polisario est-il rédigé dans la transcription finale — est le représentant légitime du peuple sahraoui et, à ce titre, il peut ester en justice. Les avocats de l'Union européenne présents en nombre, ils étaient neuf, n'ont pas pu invalider cette personnalité juridique eu égard aux décisions de l'ONU, de la Cour de justice de La Haye et même la doctrine de l'Union européenne qui discute régulièrement avec la représentation politique du Front Polisario à Bruxelles.

Les 28 encouragent même dans leur approche du dossier, des discussions directes entre Tifariti et Rabat. Mohammed Sidati, ministre, représentant la République sahraouie et le Polisario en Europe, est régulièrement reçu, consulté, sondé, écouté par les dignitaires de la Commission, du Parlement (PE) et du Conseil. Federica Mogherini, actuelle numéro 2 du gouvernement de l'Europe, chargée des relations extérieures et de la défense commune, maîtrise parfaitement le dossier du Sahara occidental et connaît, personnellement, les principaux dirigeants sahraouis qu'elle a pratiqué quand elle était aux affaires dans son pays d'origine, l'Italie.

Mogherini a, d'ailleurs, conseillé à Jean-Claude Juncker d'appliquer la décision de justice sans aller en appel. Le président semblait aller dans ce sens.

Les pressions marocaines et des lobbies pro-marocains dans la capitale belgo-européenne, français notamment, ont contraint la Commission au recours. La colère marocaine se traduisant par la suspension de «tout contact» avec l'Union européenne est liée, selon des sources traditionnellement informées à Bruxelles, que les chances de gagner en appel pour le Maroc et l'UE, sont minimes. Rabat exige, maintenant, de Bruxelles une solution politique. Traduire, s'asseoir sur le jugement rendu par la Cour européenne excluant le Sahara occidental de l'Accord agricole. Les déboires marocains face à la justice de l'Europe ne font, pourtant, que commencer. Prochainement, les magistrats de Luxembourg invalideront l'Accord de pêche avec le Maroc pour les mêmes raisons qui ont cassé l'arrangement agricole. L'affaire du Sahara occidental.

A. M.

La Turquie «sérieusement inquiète» de la viabilité de la trêve en Syrie

La Turquie est «sérieusement inquiète» à propos de la viabilité du cessez-le-feu qui doit entrer en vigueur dans les prochaines heures dans la Syrie voisine, en raison de la poursuite des bombardements russes, a déclaré hier le porte-parole de la présidence, Ibrahim Kalin.

«Nous soutenons en principe le cessez-le-feu. La Turquie a joué un rôle actif dans la prise d'une telle décision», a-t-il dit lors d'un point de presse à Ankara, avant d'exprimer son pessimisme, en raison d'«événements qui se sont produits dans le passé», quand le régime du Président syrien Bachar Al-Assad s'est servi de semblables trêves pour «gagner du temps».

«Nous sommes sérieusement inquiets de l'avenir de cette trêve en raison de la poursuite des bombardements russes et des attaques au sol des forces d'Assad», a-t-il souligné. La Russie a affirmé hier continuer de bombarder les «organisations terroristes» en Syrie.

Le régime de Damas, l'opposition armée et les forces kurdes ont annoncé qu'ils respecteraient le cessez-le-feu, parrainé par les Etats-Unis et la Russie et censé débuter hier à 22h GMT. La trêve exclut les djihadistes du groupe Etat islamique (EI) et du Front Al-Nosra. «Nous avons malheureusement été informés que les attaques se poursuivaient à l'heure où je vous parle au nord d'Alep, à Azaz, Tal Rifaat, Idleb et dans les montagnes turkmènes», a regretté Ibrahim Kalin.

La Turquie avait déjà émis des doutes sur le succès du cessez-le-feu, estimant notamment que la milice kurde de Syrie devait être exclue de l'accord, au même titre que les groupes djihadistes. Jeudi, le Premier ministre turc Ahmet Davutoglu avait affirmé que la trêve n'était «pas contraignante» pour la Turquie, qui ripostera à toute attaque contre son territoire de la milice kurde, qu'elle considère comme «terroriste», pour leurs liens avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, interdit), qui mène depuis 1984 une rébellion meurtrière sur son sol.

M. Davutoglu évoquait le PYD (Parti de l'union démocratique, principale formation kurde en Syrie) et son bras armé, les YPG (Unités de protection du peuple), qui contrôlent des zones à la frontière turque et qui ont récemment profité de l'offensive des forces du régime syrien dans le nord, soutenus par les raids de l'aviation russe, pour avancer.

L'artillerie turque a bombardé les positions des YPG ces derniers jours. Les Etats-Unis - qui soutiennent militairement les YPG, en première ligne du combat contre l'EI -, l'Union européenne ou la France ont exhorté Ankara à mettre un terme à ces frappes.

Des dizaines de milliers de partisans de Moqtada Sadr manifestent à Baghdad

Des dizaines de milliers de partisans de Moqtada Sadr manifestaient hier dans le centre de Baghdad en soutien à l'influent chef chiite qui a appelé durant le rassemblement le gouvernement à mener de sérieuses réformes.

«Le Premier ministre est dans une position critique depuis que le peuple s'est soulevé», a affirmé Moqtada Sadr, haranguant la foule place Tahrir.

Le Premier ministre Haider Al-Abadi peine à introduire les réformes promises en réponse à l'exaspération de l'opinion, après une série de manifestations ayant rassemblé l'été dernier des milliers d'Irakiens à Baghdad et dans le sud du pays pour protester contre la corruption endémique et réclamer l'amélioration des services publics.

Il se heurte notamment à une opposition au sein de son gouvernement mais aussi au sein de son propre parti.

«Aujourd'hui, il doit réaliser des réformes sérieuses, pas cosmétiques», a lancé Moqtada Sadr devant ses partisans, dont beaucoup arboraient le drapeau irakien.

L'influent chef chiite, qui à plusieurs reprises avait annoncé son intention de quitter la politique, contrôle une importante force paramilitaire, «Saraya al-Salam».

Moqtada Sadr a tenté récemment de se distancier du bloc sadriste, des responsables issus de sa formation politique ayant été pointés du doigt pour être parmi les plus corrompus du pays.

hier, il a encore affirmé que «personne au sein du gouvernement (le) représentait». S'il a publiquement critiqué le Premier ministre pour la lenteur des réformes, il a été parmi ceux qui le soutiennent le plus parmi les factions chiites du gouvernement.